

MADAME CELIA MONSEIGNE
PRESIDENTE DU SCOT CUBZAGUAIS
NORD GIRONDE
365 AVENUE BOUCAUT
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC

Réf à rappeler : DGATEA-DHU-SAPUPH n°2024-
Affaire suivie par Sylvie GARRIGOU
Tél. 05.56.99.33.33 – Poste 25 369
s.garrigou@gironde.fr

Bordeaux, le **03 DEC. 2024**

Objet : SCoT du Cubzaguais Nord Gironde arrêté
V/Réf. : courriel du 04 juillet 2024

Madame la Présidente,

J'accuse réception de votre courriel en date du 4 juillet dernier sollicitant l'avis du Département sur le projet de SCoT du Cubzaguais Nord Gironde arrêté conformément aux articles L 132-7 et L 143-20 du Code de l'Urbanisme.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'avis du Conseil départemental sur le projet de SCoT.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de toute ma considération.

Le Directeur de l'Habitat et de l'Urbanisme


Etienne BALU

1/1

N° 2024.1204.CP

<i>Signée le</i>	27/11/24
<i>Date d'envoi en Préfecture</i>	
<i>Identifiant Acte</i>	27/11/24
033-223300013-20241125- 383846-DE-1-1	
<i>Date de Publication au RAAD</i>	27/11/24

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
COMMISSION PERMANENTE**

RÉUNION DU 25 NOVEMBRE 2024

SOUS LA PRÉSIDENTE DE
Monsieur Jean-Luc GLEYZE**Affaire délibérée : Avis du Département sur le projet arrêté de Schéma de
Cohérence Territoriale du Cubzaguais Nord Gironde au titre de l'article L143-20 du
Code de l'Urbanisme**

Présents : (41) Mme Marie-Claude AGULLANA, Mme Géraldine AMOUROUX, M. Arnaud ARFEUILLE, Mme Wiame BENYACHOU, M. Bruno BEZIADE, Mme Christine BOST, M. Jacques BREILLAT, M. Gérald CARMONA, M. Louis CAVALEIRO, M. Alain CHARRIER, Mme Laure CURVALE, Mme Laurence DESSERTINE, Mme Isabelle DEXPERT, M. Romain DOSTES, Mme Valérie DROUHOUT, M. Philippe DUCAMP, M. Jean-François EGRON, M. Dominique FEDIEU, M. Jean GALAND, M. Jean-Luc GLEYZE, Mme Céline GOEURY, Mme Pascale GOT, Mme Christelle GUIONIE, Mme Martine JARDINE, M. Sébastien LABORDE, Mme Michelle LACOSTE, M. Hubert LAPORTE, Mme Marie LARRUE, M. Stéphane LE BOT, M. Matthieu MANGIN, M. Jacques MANGON, Mme Corinne MARTINEZ, Mme Célia MONSEIGNE, Mme Aline MOUQUET, M. Cédric PAIN, Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Liliane POIVERT, Christine QUELIER, Mme Agnès SEJOURNET, M. Christophe VIANDON, M. Dominique VINCENT.

Excusés : (0)**Absents :** (0)

Procuration(s) donnée(s) : (5) Mme May ANTOUN à M. Jacques MANGON, M. Daniel BARBE à Mme Christelle GUIONIE, M. Hervé GILLE à Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Carole GUERE à M. Alain CHARRIER, M. Jacques RAYNAUD à Mme Martine JARDINE.

Ne prend pas part au vote : (1) Mme Célia MONSEIGNE.

Mesdames et Messieurs,

VU l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences du Conseil Départemental,

VU l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission Permanente,
VU les délibérations n°2021.35.CD du 1^{er} juillet 2021 et n°2022.22.CD du 27 Juin 2022 du Conseil Départemental de la Gironde donnant délégation de compétences à la Commission Permanente,
VU la délibération n°2022.30.CD du 27 juin 2022 du Conseil Départemental de la Gironde modifiant le règlement budgétaire et financier,
VU les articles L.132-7 et L.143-20 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que le SCoT Cubzaguais Nord Gironde a saisi le Département pour donner un avis en tant que personne publique associée sur son projet de Schéma de Cohérence territoriale arrêté,
Considérant le rapport et ses annexes joints à la présente délibération,
Considérant que le quorum est atteint.

La présente délibération consiste à :

- donner un avis FAVORABLE AVEC RESERVES du Conseil départemental sur le projet arrêté de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Cubzaguais Nord Gironde, qui sera transmis au Syndicat Mixte du SCoT,
- autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Je vous saurais gré de bien vouloir en délibérer.

DECISION

Les propositions du Président du Conseil Départemental sont adoptées.

Fait et délibéré à l'Hôtel du Département à Bordeaux, le 25 novembre 2024

Le Président du Conseil Départemental



Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental du
Canton Sud-Gironde



CDR : DHU
Commission : N° 01 - Territoires
N° chrono : 1

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
COMMISSION PERMANENTE**

RÉUNION DU 25 NOVEMBRE 2024

**SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE
Monsieur Jean-Luc GLEYZE**

OBJET DU RAPPORT : Avis du Département sur le projet arrêté de Schéma de Cohérence Territoriale du Cubzaguais Nord Gironde au titre de l'article L143-20 du Code de l'Urbanisme

SYNTHÈSE

Par délibération en date du 04 juillet 2024 notifiée par courriel reçu le 09 juillet 2024, le Syndicat Mixte a arrêté le projet de schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Cubzaguais Nord Gironde. Conformément aux articles L132-7 et L143-20 du Code de l'Urbanisme, le projet est adressé pour avis au Département en qualité de personne publique associée.

Le SCoT Cubzaguais Nord Gironde porte un projet de développement à horizon 2044 avec comme objectifs prioritaires le développement de l'emploi local, la poursuite de l'accueil de populations en cohérence avec l'offre d'équipements et de transports et la préservation de la qualité du cadre de vie. Cette démarche de SCoT a été accompagnée techniquement et financièrement sur son volet eau.

L'avis du Département est FAVORABLE AVEC RESERVES, reconnaissant l'intérêt du projet défini sur de nombreux domaines (mise en avant des paysages de l'eau, déclinaison des stratégies de renouvellement urbain dans les centralités et les quartiers de gare, diversification de l'offre de logements notamment dans les centralités, affirmation d'une stratégie de développement touristique) mais aussi la nécessité de préciser ou renforcer certaines déclinaisons, notamment concernant la maîtrise du développement urbain et la limitation du développement linéaire le long des RD, la préservation des zones agricoles, naturelles et forestières, la gestion de l'eau potable, la prise en compte des risques, l'affirmation de l'armature territoriale et des centralités ou encore les enjeux de transition énergétique.

Mesdames et Messieurs,

Le Département doit donner, en tant que Personne Publique associée, un avis sur le projet arrêté du SCoT du Cubzaguais Nord Gironde conformément aux articles L132-7 et L143-20 du Code de l'Urbanisme avant le 6 Décembre 2024.

Le SCoT Cubzaguais Nord Gironde porte un projet de développement à horizon 2044 avec comme objectifs prioritaires le développement de l'emploi local, la poursuite de l'accueil de populations en cohérence avec l'offre d'équipements et de transports et la préservation de la qualité du cadre de vie. Le projet prévoit l'accueil de 15 500 habitants supplémentaires d'ici 20 ans, ce qui représente un rythme de développement plus mesuré que sur la période précédente mais restant fortement volontariste. Il se fixe comme objectifs la création de l'ordre de 5 800 emplois permettant de renforcer le ratio entre nombre d'emplois et nombre d'actifs (taux cible de 0,55).

Le Département est attentif aux travaux des élus du Cubzaguais Nord Gironde qui couvre le territoire des Communautés de communes du Grand Cubzaguais et de Latitude Nord Gironde qui ont su :

- construire pour faire territoire de projet, en prenant appui sur la richesse et la diversité de ses composantes naturelles et humaines et tirer parti de ses forces et de ses dynamiques en présence et de son positionnement dans l'espace girondin et régional,
- partager un projet de territoire alliant développement équilibré du territoire, attractivité, maîtrise du développement, prise en compte des risques naturels, gestion et préservation de ses ressources.

De nombreuses orientations inscrites dans le Projet d'Aménagement Stratégique et retranscrites dans les prescriptions du Document D'orientations et d'Objectifs vont dans le sens des objectifs portés par le Département en matière d'aménagement du territoire :

- Le SCoT a bénéficié de l'accompagnement technique et financier du Département pour la réalisation d'un volet « eau » en associant les acteurs de l'eau du territoire. Dans ce cadre, les paysages de l'eau et leur valeur patrimoniale sont identifiés comme un des vecteurs de l'aménagement du territoire.
- Le SCoT affirme fortement la nécessité de favoriser la revitalisation des centres-bourgs et de s'appuyer sur les polarités de l'armature territoriale et mobilise des outils réglementaires pour mettre en œuvre cette priorité.
- Les objectifs de diversification de l'habitat et de production de logements sociaux sont un enjeu majeur pour ce territoire qui fait face à une forte demande. Les objectifs inscrits dans votre SCoT ainsi que la géographie préférentielle que vous identifiez pour le développement de cette offre sont en cohérence avec les orientations du Plan Départemental de l'Habitat qui vient d'être approuvé.
- Le volet mobilités intègre pleinement les enjeux liés au SERM girondin tant en matière d'aménagement des quartiers de gare que de réflexions sur les questions de rabattements.
- Les enjeux paysagers sont contextualisés dans un grand territoire et les représentations graphiques permettent d'appréhender leurs dynamiques d'évolution.
- Des dispositions sont intégrées pour préserver les espaces agricoles avec une portée réglementaire intéressante.

Pour autant, le projet est fragilisé par certaines retranscriptions réglementaires insuffisantes, certaines ambiguïtés ou des manques dans le diagnostic :

- Le SCoT aurait pu privilégier de façon plus marquée une urbanisation moins étendue et plus compacte, préservant plus clairement les coupures d'urbanisation hors agglomération.
- L'armature urbaine aurait pu être plus affirmée dans le projet de développement en termes d'objectifs de création de logements, de développement des services et équipements, de développement économique et commercial.
- De nombreuses prescriptions du DOO concernant la réduction de la consommation foncière sont assorties de dérogations ou d'assouplissements qui pourraient fragiliser la mise en œuvre de cet objectif.
- Des éléments importants sur la disponibilité de la ressource en eau ou le système d'endiguement sont manquants dans les documents.
- Des éléments complémentaires et plus précis auraient pu être apportés concernant notamment le contexte viticole, les sports de nature, le développement des énergies renouvelables ou les espaces naturels sensibles.

Au vu de ces éléments, il est proposé de formuler un AVIS FAVORABLE AVEC RESERVES, reconnaissant l'intérêt du projet défini sur de nombreux domaines (mise en avant des paysages de l'eau, déclinaison des stratégies de renouvellement urbain dans les centralités et les quartiers de gare, diversification de l'offre de logements notamment dans les centralités, affirmation d'une stratégie de développement touristique) mais aussi la nécessité de préciser ou renforcer certaines déclinaisons, notamment concernant la maîtrise du développement urbain et la limitation du développement linéaire le long des RD, la préservation des zones agricoles, naturelles et forestières, la gestion de l'eau potable, la prise en compte des risques, l'affirmation de l'armature territoriale et des centralités ou encore les enjeux de transition énergétique.

Au vu de ce qui précède, il est proposé :

- de donner un avis FAVORABLE AVEC RESERVES du Conseil départemental sur le projet arrêté de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Cubzaguais Nord Gironde, qui sera transmis au Syndicat Mixte du SCoT,
- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Je vous saurais gré de bien vouloir en délibérer,

Le Président du Conseil départemental,

Signé

Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental du
canton Sud-Gironde

ANNEXE : DETAILS DES REMARQUES DU DEPARTEMENT PAR THEMATIQUES SUR LE PROJET DE SCOT CUBZAGUAIS NORD GIRONDE

➤ *Infrastructures routières et mobilités*

Le SCoT aurait pu privilégier de façon plus marquée une urbanisation moins étendue et plus compacte, préservant plus clairement **les coupures d'urbanisation hors agglomération** au moyen de **cartographies détaillées et agrandies** afin de pouvoir être traduites dans les PLU/PLUi. Les éléments inscrits dans la contribution du Département concernant les infrastructures routières n'ont pas été entièrement reprises. A cet égard, **l'interdiction d'une urbanisation linéaire le long des routes départementales de 1ère et 2ème catégories aurait dû être intégrée dans une prescription du DOO.**

La liste des projets départementaux sur les routes départementales doit par ailleurs être mise à jour (cf. annexe).

Le volet mobilités intègre pleinement les enjeux liés au SERM girondin tant en matière d'aménagement des quartiers de gare que de réflexions sur les questions de rabattements. **La prescription sur les secteurs de proximité (P.2.2.A.1) est très intéressante**, en rappelant comme il est inscrit dans les recommandations suivantes que la réflexion sur ces quartiers de gare doit se faire à plusieurs échelles et intégrer les enjeux de mobilités à l'échelle du bassin de vie.

Pour autant, les enjeux liés aux infrastructures et aux évolutions des mobilités, au regard notamment du projet de développement, pourrait être approfondie. Des objectifs en termes de report modal, notamment mis en parallèle avec la forte hausse démographique attendue, auraient pu être mis en avant afin de mettre en évidence la cohérence du Projet avec le PCAET et/ou la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC).

D'autre part, il aurait été souhaitable d'intégrer dans le SCoT l'obligation, pour les PLU, de réaliser un **diagnostic cyclable**, conformément aux dispositions du code de l'environnement (article L228-2 et suivants), devant permettre notamment de s'interroger sur les modalités d'accès en mobilités douces aux équipements et services de la commune, aux parkings relais, aux arrêtes de car, aux gares quand elles existent,... Il pourrait aussi être préconisé l'élaboration d'**Orientations d'Aménagement et de Programmation thématiques sur la mobilité et les modes actifs**, afin d'offrir une alternative à la voiture, en plus d'éventuels Emplacements Réservés à ces fins.

➤ *Armature territoriale, centralités, équipements*

Le SCoT affirme fortement la nécessité de favoriser la revitalisation des centres-bourgs et de s'appuyer sur les polarités de l'armature territoriale. L'obligation de réaliser des **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) spécifiques (P2-1-B-1) pour les pôles de proximité est particulièrement pertinente.** Le volet commercial affirme la priorité au confortement des centralités urbaines pour le développement de l'offre commerciale et s'appuie sur les Orientations d'Aménagement Commercial du Département.

Pour autant, l'armature urbaine aurait pu être plus affirmée dans le projet de développement en termes d'objectifs de création de logements, de développement des services et équipements, de développement économique et commercial.

A cet égard, la ventilation des objectifs de logements par strates de l'armature territoriale ne permettra pas suffisamment de conforter les polarités du territoire. De même, les zones de développement commercial en périphérie semblent nombreuses et viendront concurrencer les

offres de centralités. A cet égard, les polarités commerciales de centralités des communes concernées risquent d'être fragilisées.

Enfin, le SCoT affirme un fort enjeu de rééquilibrage du développement économique notamment au profit du nord de son territoire. Cette approche intéressante en matière d'équilibre territorial n'est pas suffisamment mise en regard de la capacité des réseaux et des infrastructures présentes sur le territoire ainsi que des capacités d'hébergement et d'équipements.

➤ *Maîtrise du développement urbain et préservation des terres agricoles, naturelles et forestières*

Les besoins fonciers tous usages confondus sont estimés à 22 ha/an, soit près de 363 ha sur la durée du SCoT.

Si cette ambition traduit un objectif de diminution et de maîtrise de la consommation foncière dans ce nouveau projet, plusieurs éléments retranscrits dans le DOO questionnent sur les outils mobilisables par le SCoT pour atteindre cet objectif.

En effet, de nombreuses prescriptions sont assorties de dérogations ou d'assouplissements qui pourraient fragiliser le PAS et complexifier le suivi de sa mise en œuvre et de la consommation foncière.

Ainsi, **concernant la limitation des extensions urbaines**, le PAS prévoit la possibilité d'extensions urbaines y compris dans les hameaux et les écarts, ce qui semble aller à l'encontre de l'affirmation des centralités, et peut poser des problèmes de préservation des terres agricoles, naturelles et forestières, de développement linéaire de l'urbanisation, de fragilisation des zones tampons avec le milieu agricole.

En matière de développement économique et commercial, le DOO prévoit la possibilité de créer ou étendre des Zones d'Activités Économique (ZAE) ou commerciales en tant que de besoin (tout en respectant l'armature économique du PAS et les enveloppes foncières dévolues aux Communautés de communes) ou la possibilité de réaliser des extensions d'entreprises existantes en dehors des ZAE (comptabilisées dans l'enveloppe résidentielle et non économique).

De même, **les principes communs d'urbanisme visant à préserver l'identité du territoire au sein du DOO, renvoient vers une mise en œuvre au niveau intercommunal et communal**, via des référentiels d'aménagement. A cet égard, un référentiel à l'échelle du Cubzaguais Nord-Gironde aurait été utile pour la transposition de ces règles et leur harmonisation à l'échelle du SCOT ; portant y compris sur le développement des ZAE et les OAP en extension urbaine. La carte des coupures d'urbanisation P72 est par ailleurs très synthétique.

➤ *Eau et risques liés à l'eau*

Le SCoT a bénéficié de l'accompagnement technique et financier du Département pour la **réalisation d'un volet « eau »** en associant les acteurs de l'eau du territoire. Dans ce cadre, **les paysages de l'eau et leur valeur patrimoniale sont identifiés comme un des vecteurs de l'aménagement du territoire**. Cette démarche est très intéressante et représente un fort levier pour l'adaptation des territoires au changement climatique. Elle démontre aussi l'intérêt de mener un schéma directeur de gestion des eaux pluviales à l'échelle du SCoT et d'organiser la gestion des eaux pluviales à l'échelle intercommunale.

Une évaluation qualitative et quantitative des orientations du SCoT sur la ressource en eau actuelle et future sont des éléments attendus pour le rendre compatible avec les 4 SAGES concernés, en particulier le SAGE Nappes Profondes. Cela implique la réalisation d'un bilan des besoins en eau supplémentaires générés par le projet et compatibles avec les volumes autorisés, la capacité des équipements et des réseaux d'eau potable et d'assainissement et les effets du changement climatique. **L'actualisation des données de diagnostic sur les prélèvements d'eau potable et les équipements (datant de 2016 et 2017) est incontournable pour analyser l'adéquation du projet de territoire avec ses ressources en eau.**

Concernant la prise en compte des risques, **les résultats d'études relatives aux différents scénarii justifiant le choix de non reconnaissance des systèmes d'endiguement** est un élément déterminant pour la politique de résilience du territoire. Il aurait été intéressant de justifier le choix au regard des impacts sur l'occupation des sols et les paysages agricoles, et des enjeux humains et économiques.

Par ailleurs, il est souhaitable de favoriser le **développement de la culture du risque** par une recommandation adaptée.

➤ *Agriculture / viticulture*

Des dispositions sont intégrées pour préserver les espaces agricoles : l'obligation de zones tampons d'au moins 20m prévues entre les espaces agricoles et les espaces en extension urbaine, le rappel du caractère exceptionnel des constructions isolées, les différentes mesures concernant l'encadrement du développement du photovoltaïque sur les bâtiments ou au sol.

Pour autant, le volet agricole aurait pu être complété par une **présentation des données relatives au contexte viticole** (carte des agriculteurs en difficultés, évaluation des espaces en friches, demandes d'arrachage).

Ces éléments auraient permis de disposer de tendances utiles pour mener, ou du moins, amorcer une analyse prospective et spatiale relative au devenir des terres agricoles à l'échelle du SCOT, parallèlement aux études et actions menées et prévues dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial, et ainsi, faciliter le travail de transposition au niveau des documents d'urbanisme de rang inférieur.

La stratégie départementale « Gironde alimen' terre » et les dispositifs menés ou soutenus par le Département, notamment les AFAFE (dont le projet en Nord Gironde sur 4500 ha) et le portage foncier réalisé en partenariat avec la SAFER auraient, en outre, pu être cités.

La limitation des habitations en zone agricole aux seules activités liées à l'élevage semble restrictive et la notion de nécessité de « présence permanente » sur l'exploitation aurait pu être reprise (cf vinification par exemple).

Par ailleurs, la prescription P.1.4.C.3 aurait pu être précisée, rappelant que les changements de destination des bâtiments agricoles doivent se faire prioritairement au profit des exploitations.

➤ *Tourisme et Sports de nature*

Le tourisme est abordé comme une priorité, surtout sous l'angle du développement économique et de l'emploi local. **Il apparaît opportun de diversifier l'offre oenotouristique existante en jouant sur les leviers de l'itinérance pédestre et cyclable mais également fluviale** sur l'estuaire et la Dordogne (paquebots fluviaux, bateaux de promenade et

1 – DÉPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES

Liste des projets routiers programmés :

- > **RD137** : poursuite des travaux de réalisation de bandes dérasées pour sécurisation et aménagement d'une ligne de cars
- > **RD669** : DUP / acquisitions programmées et réalisation de travaux d'aménagement entre Saint-Gervais et Saint-André-de-Cubzac, avec aménagement cyclable
- > **RD1010** : Aménagement d'une continuité cyclable entre le pont Eiffel et le pôle multimodal de St André
- > **RD10** : Val-de-Virvée - accompagnement de la commune par le Département pour la réalisation d'une déviation - projet porté au bénéfice de la commune depuis 2020
- > **Le projet des "1000 km d'aménagements cyclables"** est venu s'ajouter à ces projets du Département et la concertation menée avec les CDC du Cubzaguais doit également faire l'objet d'une prise en compte.

2 – PRISE EN COMPTE DE L'EAU DANS L'AMENAGEMENT

Remarques techniques d'AMENAG'EAU

Volet eau

P94

Actualisation à réaliser de la figure 11 - volumes prélevés 2017 – usages et ressources (source SMEGREG), figure 14 p109, carte 27 p110.

P100

Evolution annuelle des prélèvements pour l'approvisionnement en eau potable : justifier la hausse des prélèvements observés sur les 5 dernières pour les 3 syndicats et comparer aux autorisations de prélèvements réglementaires délivrées à l'échelle de chaque syndicat pour évaluer les capacités résiduelles.

P116

Station de Galgon : comparer les volumes prélevés dans l'Isle aux volumes autorisés pour évaluer les capacités résiduelles ; ajouter qu'une étude est en cours sur le territoire dans le cadre du PAT pour de la production agricole alimentaire (maraichage...).

P155

Actualiser la cartographie ou la supprimer.

P156

« Les STEP sont, au global, suffisamment dimensionnées au regard des populations raccordées et raccordables à court et moyen terme » - il est nécessaire d'estimer les capacités résiduelles des stations d'épuration.

P156

A noter que la station d'épuration de Peujard n'est plus exploitée depuis la mise en service de la station de Porto.

P159

Carte 40 remplacer le « syndicat des eaux du Bourgeais » par le « syndicat des Coteaux de l'Estuaire ».

Evaluation environnementale

Afin d'évaluer les incidences du projet de développement du territoire sur les ressources en eau et la compatibilité avec le SAGE Nappes profondes de Gironde, **il est nécessaire d'évaluer les besoins en eau supplémentaires générés par les projections démographiques et le développement économique prévus dans le cadre du SCoT, et les comparer aux autorisations de prélèvements et à la capacité technique des équipements et réseaux d'eau potable.** Ce bilan besoins/ressources prospectif doit permettre de vérifier que le projet de développement du territoire a été élaboré en adéquation avec la disponibilité des ressources en eau. Dans le cas contraire, des solutions de sécurisation devront être proposées en concertation avec les syndicats d'eau potable et d'assainissement.

Le même exercice doit être réalisé pour l'assainissement collectif en s'assurant que les capacités des stations d'épuration seront suffisantes par rapport à l'accueil de population envisagée dans le cadre du SCoT. Dans le cas contraire, des travaux d'extension ou de création d'ouvrages de traitement complémentaires devront être envisagés en concertation avec les syndicats d'eau potable et d'assainissement.